

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pourquoi-Moscou-ne-peut-plus-perdre-la-bataille-diplomatique>

Pourquoi Moscou ne peut plus perdre la bataille diplomatique.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 14 septembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'article de Vladimir Poutine publié hier dans le *New York Times*... [[A Plea for Caution From Russia](#) Voir plus bas en fr]...

et la réponse malveillante d'une « source de l'administration Obama » font penser à une chose qui est passée inaperçue dans le tourbillon des événements autour de la Syrie. A savoir, comment la diplomatie de Moscou concernant la Syrie a réussi à placer la Russie dans une situation forcément gagnante ?

En général tous les commentateurs pointent du doigt les erreurs commises sur un dossier - ici comment Obama s'est retrouvé dans une situation où, quoi qu'il fasse, tout ira mal. Peu d'observateurs, par contre, s'intéressent à l'analyse des succès. C'est bien dommage car cette démarche peut être très utile.

La fausse joie de la Maison blanche

L'article de Poutine déploie des idées assez habituelles pour le lecteur russe, mais qui avaient du mal à parvenir jusqu'aux Américains et même aux Européens. Aujourd'hui c'est chose faite. Et voici ce que répond une « source anonyme de la Maison blanche » à la publication du président russe : « Poutine a fait une proposition et désormais c'est sa zone de responsabilité. Il s'est totalement impliqué dans le désarmement de la Syrie et... il doit faire ce qu'il a promis ». Rappelons qu'il est question de l'initiative russe de placer sous contrôle les armes chimiques syriennes, en coopération avec les USA et avec l'accord de la Syrie.

On ne peut en fait pas se réjouir aussi sincèrement de voir Poutine se retrouver dans la même situation qu'Obama. Car cette source a tort sur toute la ligne : la position de la Russie est complètement différente. Elle est, en fait, sans précédent. Quoi que fasse la Russie sur le plan syrien ou moyen-oriental, elle ne peut plus perdre. Bien que dans certaines situations elle n'ait rien à gagner. C'est de l'art.

Supposons qu'Obama et quelques uns de ses amis refusent d'évoquer la Syrie et continuent de préparer leur attaque qui, comme ils le savent pertinemment, est inutile mais pourrait entraîner de lourdes conséquences. Dans ce cas la Russie ne perdrait rien. Et en supposant qu'elle joue « contre » les USA ou les Européens en cherchant à les affaiblir, elle serait vraiment gagnante.

Pour le contraste, voici la situation diplomatique inverse, dans laquelle il est impossible de gagner. Elle ne concerne pas Obama, qui avait promis d'attaquer la Syrie si les autorités locales utilisaient l'arme chimique, et qui aurait découvert qu'en réalité ce n'est pas du tout le gouvernement syrien qui en avait fait usage. Je fais allusion à la Russie et Edward Snowden, qui a passé plus d'un mois dans la zone de transit de Cheremetievo. Voilà une situation où il était impossible de gagner. Le remettre aux Américains ? La Russie serait devenue la risée du monde entier, sans parler du fait que cela est contraire à la législation nationale. Le laisser entrer en Russie (ce qui s'est produit) ? Moscou n'en avait pas besoin et les Américains se voyaient forcés d'aller au conflit avec le Kremlin.

Une chose est réconfortante. L'affaire Snowden s'est simplement produite. Tandis que les bases de la position gagnante russe sur la Syrie ont été posées depuis des années. Le succès vient souvent d'une politique réfléchie et pas d'actes convulsifs.

Prévoir le succès à long terme

Il est encore possible de retrouver aujourd'hui sur internet les appréciations méprisantes des « experts » russes disant que Moscou avait mal réagi au début du Printemps arabe. Ces « experts » s'indignaient : comment peut-on s'accrocher au passé, aux régimes militaires et aux dictateurs obsolètes ? Bien sûr selon eux, il fallait immédiatement se reprendre et commencer à se lier d'amitié avec les nouvelles forces vives de la région, même s'il s'agissait des Frères musulmans. On ne sait jamais, ils pourraient pardonner ! Nicolas Ier se comportait de la même manière et luttait contre toutes les révolutions en Europe : on sait comment il a fini !

Mais à l'époque de Nicolas les révolutions n'étaient pas des processus dirigés, qui plus est par les technologies actuelles, utilisées pour faire sortir dans la rue une foule qui ignore même à qui tout cela profite.

En fait, la Russie n'a pas échoué sur ce plan. En revanche la situation qui a débuté en 2010-2011 était bien sans précédent et les débats, à l'origine, visaient à comprendre pourquoi les « occidentalistes » utilisaient leurs technologies informatiques pour renverser des régimes amis. Puis on a découvert que personne n'avait le monopole de ces technologies, que les initiateurs n'étaient pas les « occidentalistes » mais les « orientalistes » qui avait senti l'affaiblissement des USA et de l'Europe.

Et au final certains pays arabes, qui veulent « remettre les choses au clair » avec les Iraniens, les Syriens et d'autres régimes indésirables comme celui de Kadhafi en Libye, utilisent l'Occident prétendu tout-puissant comme une « call girl », pour bombarder telle cible et s'en aller. Moscou ne s'est pas retrouvé dans une telle situation et ce n'est certainement pas une perte.

Il ne faut pas non plus oublier la Libye : à la veille de l'opération libyenne au printemps-été 2011 la Russie avait cédé aux arguments des USA et des ses alliés en ne bloquant pas la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce texte avait ensuite été utilisé de manière perfide pour justifier l'opération militaire de l'Otan, au grand bonheur des « reconstructeurs arabes du Moyen-Orient ». C'était une défaite pour la Russie, au moins morale. Mais elle a servi de leçon.

Voyons aujourd'hui qui la Russie a en face d'elle. Moscou ne se bat pas au Moyen-Orient contre les USA ou l'Europe - c'est désormais clair. Elle se bat pour le droit international mais aussi pour que son application corresponde à la disposition réelle des forces dans le monde. Elle n'a pas besoin d'aider Obama à s'embrouiller davantage dans sa politique au Moyen-Orient.

Imaginez que l'opération américaine commence en Syrie et qu'il devienne soudainement impossible d'ignorer que l'attaque chimique dans la banlieue de Damas du 21 août a été perpétrée par l'opposition syrienne... Moscou, avec son attitude actuelle, sauve en quelque sorte Obama d'une situation insupportable. Parce que la Russie n'a pas besoin de sa défaite. Elle le préfère sympathique et heureux.

Selon un journaliste du NYT, « Poutine a soudainement fait de l'ombre à Obama en tant que leader mondial dictant l'ordre du jour de la crise syrienne. Il a réaffirmé les intérêts de la Russie dans la région, où ils avaient été marginalisés après l'effondrement de l'URSS ».

Après tout, on ne peut pas être toujours au service des autres - il faut bien parfois s'occuper de soi-même. Mais je le répète, les racines du succès russe d'aujourd'hui ont été plantées en

2010-2011, lorsque chaque pays a décidé comment il réagirait au Printemps arabe.

Dmitri Kossyrev pour IRIB

► **Titre Original** : Syrie : Moscou ne peut plus perdre la bataille diplomatique ! par Dmitri Kossyrev

[Ria Novosti](#), le 13 septembre 2013.

[\[A Plea for Caution From Russia\]](#). Vladimir Poutine. NYT, 12/09/2013.

Petite précision. J'ai pris le risque d'une traduction maison, pour ce texte important. Mais, vous avez dessous le texte original, en anglais, et je compte sur vos remarques par l'envoi de commentaires, ce qui permettra d'ajuster la traduction.

Un plaidoyer pour la prudence

par Vladimir Poutine

MOSCOU - Les récents événements autour la Syrie me conduisent à m'adresser directement au peuple américain et à ses dirigeants politiques. Il est important de le faire à un moment où la communication est insuffisante entre nos sociétés.

Nos relations sont passées par différentes étapes. Nous avons été dressés les uns contre les autres pendant la guerre froide. Mais nous avons été aussi des alliés, et nous avons alors vaincu les nazis ensemble. L'organisation internationale universelle - l'Organisation des Nations Unies - a été mise en place pour empêcher qu'une telle dévastation ne se reproduise.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies avaient compris que les décisions concernant la guerre et la paix devraient intervenir uniquement par consensus, et avec l'accord des Etats-Unis, le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité a été inscrit dans la Charte des Nations Unies. La profonde sagesse qui en résulte de cette disposition a conforté la stabilité des relations internationales depuis des décennies.

Personne ne souhaite que l'Organisation des Nations Unies subisse le sort de la Société des Nations, qui s'est effondrée parce qu'il lui manquait un véritable levier. Or, cela peut arriver si des pays influents contournent les Nations Unies et entreprennent des actions militaires sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

La potentielle attaque militaire des États-Unis contre la Syrie, malgré la forte opposition de nombreux pays et des principaux responsables politiques et religieux, y compris le pape, se traduirait par plus de victimes innocentes et l'escalade, potentiellement la propagation du conflit au-delà des frontières de la Syrie. Une frappe augmenterait la violence et déclencherait une nouvelle vague de terrorisme. Elle pourrait saper les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien, et déstabiliserait davantage le Moyen-Orient et Afrique du Nord. Elle pourrait projeter l'ensemble du système de droit et de l'ordre international hors de tout équilibre. La Syrie n'est pas une bataille pour la démocratie, mais un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition, dans un pays multireligieux. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'Al-Qaeda et d'extrémistes de tous bords qui luttent contre le gouvernement. Le Département d'Etat des Etats-Unis a désigné avant Nusra Al et l'Etat islamique d'Irak et du Levant, qui combattent avec l'opposition, comme des organisations terroristes. Ce conflit interne, alimentée par les armes étrangères fournies à l'opposition, est l'un des plus sanglants dans le monde.

Des mercenaires des pays arabes combattent là-bas, et des centaines de militants en provenance des pays occidentaux et même de Russie, et cette question nous concerne au plus haut point. Ne pourraient-ils pas retourner dans nos pays avec l'expérience acquise en Syrie ? Après tout, après des combats en Libye, les extrémistes sont passés à Mali. C'est une menace pour nous tous.

Dès le début, la Russie a prôné un dialogue pacifique visant à permettre aux Syriens d'élaborer une solution de compromis pour leur propre avenir. Nous ne protégeons pas le gouvernement syrien, mais le droit international. Nous devons utiliser le Conseil de sécurité des Nations Unies et nous croyons que la préservation du droit et de l'ordre public dans le monde complexe et turbulent d'aujourd'hui est l'une des rares façons d'éviter que les relations internationales s'effondrent dans le chaos.

Le droit est toujours le droit, et nous devons le respecter que nous le voulions ou non. Selon le droit international actuel, le recours à la force n'est autorisé qu'en cas de légitime défense ou par la décision du Conseil de sécurité. Tout le reste est inacceptable en vertu de la Charte des Nations Unies, et constituerait un acte d'agression.

Personne ne doute que du gaz toxique a été utilisé en Syrie. Mais il y a tout lieu de croire qu'il a été utilisé non pas par l'armée syrienne, mais par les forces de l'opposition, pour provoquer l'intervention de leurs puissants protecteurs étrangers, qui seraient alors du côté des fondamentalistes. Les informations selon lesquelles ces activistes

préparent une nouvelle attaque - cette fois contre Israël - ne peuvent pas être ignorées.

Il est alarmant de constater que l'intervention militaire dans les conflits internes dans les pays étrangers est devenue monnaie courante aux États-Unis. Est-ce là l'intérêt à long terme de l'Amérique ? J'en doute. Des millions de personnes dans le monde voient de plus en plus les États-Unis non pas comme un modèle de démocratie, mais comme reposant uniquement sur la force, bricolant des coalitions réunies sous le slogan « vous êtes avec nous ou contre nous ».

Mais la force s'est révélée inefficace et sans pertinence. L'Afghanistan est chancelant, et personne ne peut dire ce qui se passera après que le retrait des forces internationales. La Libye est divisée en tribus et en clans. En Irak, la guerre civile se poursuit, avec des dizaines de morts chaque jour. Aux États-Unis, de nombreux observateurs établissent une analogie entre l'Irak et la Syrie, et se demandent pourquoi leur gouvernement voudrait répéter les erreurs récentes.

Quelque que soit la manière dont les attaques sont ciblées et les armes sophistiquées, les victimes civiles sont inévitables, y compris les personnes âgées et les enfants, que les frappes sont censées protéger.

Le monde réagit en demandant : si nous ne pouvons pas compter sur le droit international, alors nous devons trouver d'autres façons d'assurer notre sécurité. Ainsi, un nombre croissant de pays cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Ce qui est logique : si vous avez la bombe, personne ne va vous toucher. Nous sommes engagés sur des discussions traitant de la nécessité de renforcer la non-prolifération, alors qu'en réalité cette donnée s'érode.

Nous devons cesser d'utiliser le langage de la force et reprendre le chemin de la diplomatie civilisée et des règlements politiques.

Une nouvelle possibilité d'éviter une action militaire a émergé dans les derniers jours. Les États-Unis, la Russie et tous les membres de la communauté internationale doivent tirer parti de la volonté du gouvernement syrien de mettre son arsenal chimique sous contrôle international pour destruction ultérieure. À en juger par les déclarations du président Obama, les États-Unis voient cela comme une alternative à l'action militaire.

Je me réjouis de l'intérêt du président à poursuivre le dialogue avec la Russie sur la Syrie. Nous devons travailler ensemble pour maintenir cet espoir vivant, comme convenu à la réunion du Groupe des 8 à Lough Erne en Irlande du Nord en Juin, et orienter le débat à nouveau vers des négociations.

Si nous pouvons éviter le recours à la force contre la Syrie, cela permettra d'améliorer l'atmosphère dans les affaires internationales et de renforcer la confiance mutuelle. Ce sera notre réussite commune et cela ouvrirait la porte à la coopération sur d'autres questions cruciales.

Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par une confiance croissante. J'apprécie cela. J'ai étudié attentivement son discours à la nation mardi. Mais je suis plutôt en désaccord avec la remarque qu'il a faite sur l'exceptionnalisme américain, affirmant que la politique des États-Unis est « ce qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnel ». Il est extrêmement dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation.

Il y a de grands pays et les petits pays, riches et pauvres, ceux qui ont de longues traditions démocratiques et ceux encore à trouver leur chemin vers la démocratie. Leurs politiques diffèrent, aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux.

- **Source** : http://www.alterinfo.net/Un-plaidoyer-pour-la-prudence-par-Vladimir-Poutine_a94808.html